

Examen Devoir A

Tous les pays adhèrent à la croissance économique, pour gagner en compétitivité, afin de créer du bien-être social (travail/emploi > production de biens et services > consommation) et d'attirer investisseurs et capitaux étrangers. C'est un cercle vertueux où la croissance génère et attire de nouvelles richesses.

Néanmoins il existe des conséquences où dans un monde globalisé, l'accumulation de richesse a permis le recul de la pauvreté et l'amélioration des conditions sociales et de vie impactant positivement la démographie mondiale, néanmoins cela entraîne une diminution des ressources qui affecte l'environnement (ressources non-renouvelables).

Les avancées du progrès technique ont permis de moderniser les facteurs de production accélérant la les échanges commerciaux et financiers.

Les chaînes de valeurs s'homogénéisent et s'internationalisent, rendant les états interconnectés et interdépendants.

Depuis une trentaine d'année, profitant de cet essor, globalement les pays du sud ont su développer en réalisant des taux de croissance à deux chiffres rattrapant leur retard économique sur les anciens pays du nord industrialisés, cela a gommé les disparités Nord-Sud. La Chine en est l'exemple typique, passant d'usine du monde à 3^{ème} puissance mondiale (après l'Europe et les Etats-Unis), c'est la grande gagnante de cette mondialisation.

Dans les pays occidentalisés, la mondialisation a indirectement engendré une polarisation des emplois, aggravant les crises sociales.

Dans un monde mondialisé et interconnecté, avec la diminution des ressources non-renouvelables et l'optimisation des facteurs productifs, les déterminants de la croissance socio-économique et des relations socio-économiques internationales sont de plus en plus corrélés aux questions environnementales.

Cependant, depuis quelques années, on note un repli du multilatéralisme avec l'émergence de plusieurs mesures protectionnistes nationales venant à l'encontre des enjeux de commerce international, les questions sociales sont de plus en plus prégnantes, cela s'est renforcé depuis la pandémie. Notamment dans les pays occidentaux, avec la montée du nationalisme, qui se traduit aux Etats-Unis avec l'élection de Trump favorisant les mesures de protectionnisme impliquant la guerre commerciale avec la Chine et l'isolement de l'Europe (Brexit).

On voit une démultiplication de mesures protectionnistes vert, aux Etats-Unis, l'adoption de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) en 2022 a pour objectif de favoriser la transition énergétique nationale et réponse l'UE va adopter la taxe carbone aux frontières (effectif en Octobre 2023).

Ces mesures adoptées par l'UE et les Etats-Unis vise également baisser les prix de l'énergie et faciliter le déploiement des pays en développement, cependant cela soulève des interrogation, Linde a indiqué que ces mesures des pays occidentaux brideraient les pays en développement via la limitation du transfert technologique, avantage comparatif que possède les pays développés.

Les pays en développement possèdent un avantage comparatif naturel avec un fort ensoleillement, ces pays peuvent jouer un rôle majeur dans la transition énergétique à l'échelle mondiale, cependant par déficit de compétence, ces pays ont besoin de l'aide des pays développés, en l'occurrence les pays occidentaux et la Chine, pour développer l'énergie renouvelable.

Dans un contexte géopolitique avec de fortes tensions pourraient remodeler les flux de capitaux dans le monde et le commerce internationale avec potentiellement des effets négatifs pour les pays en développement.

Examen Devoir B

Le projet fusion d'Alstom et de Siemens a vu de nombreuses oppositions notamment chez les gouvernements concernés mettant en avant que cette fusion créerait dans les marchés des trains à grande vitesse et de la signalisation ferroviaire un monopole à l'échelle européenne réduisant le droit à la concurrence et impacter le bien être des consommateurs via la hausse des prix.

Pour les deux constructeurs Alstom et Siemens, cette fusion permettrait notamment de mettre en place des stratégies de différenciation horizontale et verticale leur permettant d'accroître le pouvoir de marché à l'échelle locale (européenne) et de créer un marché pertinent à l'échelle mondiale. Dans un monde mondialisé, l'émergence d'un géant européen du ferroviaire pourrait contrer le géant chinois CRRC « pesant » deux fois plus lourd en termes de chiffres d'affaires, menaçant le marché européen avec le rachat du constructeur allemand Vossloh.

Un cas semblable dans le secteur de la métallurgie, avec le blocage de la fusion entre l'indien Tata et l'Allemand ThyssenKrupp qui aurait fait du nouveau groupe le deuxième producteur d'acier européen. Le motif la fusion aurait engendré une hausse des prix notamment pour l'industrie automobile et une baisse de la concurrence sur le marché européen.

La dernière grande fusion concernait le marché des Télécoms, en 2013 ou l'équipementier finlandais Nokia absorbe Alcatel-Lucent avec pour objectif de préempter le marché mondial face aux concurrents suédois Ericsson et le chinois Huawei, en 2018 les parts de marché mondial de Nokia s'élevaient à « seulement » 23%.

Cela a mis en exergue la nécessité de refondre les politiques de concurrence européenne notamment sur le droit à la concurrence dans l'Union européenne peu adapté aux enjeux que représente la disruption technologique dans contexte mondialisé et interconnecté, en soutenant les politiques industrielles à l'échelle européenne afin de favoriser la compétitivité économique de l'Union européenne.

Ces politiques pourraient s'inspirer de l'Autorité de la concurrence française avec le rachat de Fnac Darty, avec une dissociation de l'aspect géographique à la vue des enjeux que représentaient le e-commerce.